

Vendredi, 24 mars.

Prix : 10 cent.

1^{re} Année, N° 16.

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE BLANCHE, 25.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36



LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SOBRIER, 25, rue Blanche.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Paris, 23 mars.

Nous avons posé la question devant les financiers et les capitalistes. Notre numéro d'hier produisait sur le premier plan un homme dont l'aptitude et l'importance financière doivent servir de laissez-passer à qui se prétend habile et honnête, l'un ou l'autre.

En attendant que les intéressés se décident, nous proposerons quelques moyens dont l'application faite à propos est certainement suffisante à parer aux premiers besoins. Il s'agit de l'impôt.

En principe, le citoyen qui n'a que le nécessaire, une grande partie de la population est au-dessous, ne doit rien à l'Etat en tant qu'impôt. Le superflu seul est imposable, et il doit l'être en raison géométrique de sa puissance.

Sous les régions monarchiques, restauration ou branche cadette, ce qu'on appelait l'assiette de l'impôt était simplement une escroquerie appliquée en grand au profit du privilège qui faisait la loi, et par contre au grand détriment du pauvre, chargé, foulé, sucé de toutes les manières; si lourdement chargé de travail matériel, qu'en finissant la journée qui ne lui donnait pas même de quoi satisfaire à ses besoins de chaque jour, l'esclave moderne gagnait à la hâte son grabat, plus empressé de reposer son corps que de cultiver son esprit.

Cependant on voyait se promener tranquillement et vivre à l'aise tous ceux qui, possesseurs d'un capital donné, trouvaient le moyen d'en assurer le revenu soit par hypothèque, soit au moyen de rentes sur le grand-livre.

Pendant que les aliments indispensables à la vie étaient frappés d'une taxe exorbitante, le capital, fonctionnant à l'aise, donnait un revenu net, intangible, inaccessible aux exigences du fisc. Cela est-il juste ? Non.

La propriété en France est grevée d'une énorme charge hypothécaire. Le revenu de ces contrats est payé régulièrement par ordre d'inscription et assuré, autant que le capital, par le gage. N'est-il pas bien plus équitable de faire porter l'impôt sur ce revenu assuré que sur les objets de consommation indispensables au pauvre travailleur ? Poser la question, c'est la résoudre. Il ne s'agit pas ici de combinaisons financières plus ou moins habiles ou savantes, mais surtout et avant tout de ce noble sentiment qui, aujourd'hui plus que jamais, distingue le peuple français. L'ouvrier agricole ou autre nourrit la nation par son rude labeur; est-il juste, est-il moral que ces hommes sans lesquels nul produit n'est possible sentent les angoisses graduées de la faim, quand les oisifs, possesseurs du capital, sont déchargés du fardeau qui écrase les masses ?

Le même sentiment de justice nous porte à indiquer comme revenu éminemment imposable les rentes inscrites au grand-livre. On dit, mal à propos selon nous, qu'imposer ces rentes est imposer l'Etat lui-même. Non. L'Etat ne doit rien en dehors de l'intérêt stipulé entre lui, emprunteur, et le prêteur. L'intérêt formant le revenu du capitaliste est imposable *a priori* comme la terre, comme les maisons, comme l'hypothèque, et la réduction du revenu des prêteurs au moyen de l'impôt n'est autre chose en arithmétique que la charge pour tout industriel de payer un droit quand il exerce un état déterminé. Jusqu'ici l'immunité des rentiers était un principe, la *marmite constitutionnelle* se résumait ainsi. Mais sous la République, c'est-à-dire sous un gouvernement expression de la vérité, de la justice et du droit, il faut être conséquent à son principe.

A côté des ouvriers se trouve une quantité nombreuse de petits patentés bien embarrassés souvent de mettre en équilibre les recettes et les dépenses. Non-seulement l'impôt les écrase, mais encore l'usure pratiquée par des escroqueurs à divers degrés. C'est donc avec peine que nous avons vu augmenter la cote de cette partie si intéressante de la population française. Les intentions des citoyens gouvernants nous sont trop connues pour que nous n'ayons pas la certitude de voir changer cette mesure, peu en harmonie avec la rectitude de jugement et le désir de bien faire qui distingue les membres du Gouvernement. Nous reviendrons sur cette question afin d'exposer modestement les moyens qui nous semblent propres à faire disparaître, à la satisfaction de tous, ce qui existe encore de charges inégalement réparties.

DES CLUBS RURAUX.

Le citoyen Sobrier exprimait hier le désir que l'on organisât à la fois le travail industriel et le travail agricole. Cette grande tâche, d'où dépend le bonheur de la France, sera bientôt remplie par la République, nous en avons la ferme persuasion. Déjà nous voyons à l'horizon d'un avenir assez prochain s'élever les murailles de l'édifice social où tout le monde trouvera sa place heureuse et tranquille. Cet édifice, tout le monde doit l'édifier. Pour qu'une œuvre approche de la perfection, il faut qu'elle résulte du concours de tous.

Ainsi donc, pour que l'Assemblée nationale soit complète, tous les éléments constitutifs de la France devront entrer dans son sein. La nation agricole devra avoir ses représentants comme la nation industrielle, comme la nation intellectuelle. Ce résultat, si légitime, n'est peut-être pas si facile à obtenir que l'on serait tenté de le supposer. Les villages disséminés sur

la surface de la France n'ont pas les moyens de cohésion nécessaires pour improviser les discussions à la suite desquelles les représentants des intérêts agricoles seraient envoyés à l'Assemblée constituante. En beaucoup d'endroits, la vie politique n'existe pas encore, le mouvement intellectuel est à peu près nul. Aucune feuille publique ne pénètre dans ces cantons arriérés, à peu près retirés du monde. Les préjugés gothiques conservent encore une certaine puissance; les idiomes du passé laissent subsister la nuit morale. L'enseignement au village est loin d'être organisé comme il devrait l'être, et d'ailleurs les efforts des instituteurs primaires, ces martyrs de notre époque, ne rencontrent pas les sympathies du besogneux campagnard, absorbé d'ailleurs tout entier par les soins de son champ et de son fumier. Ce tableau, nous le savons, peut paraître exagéré sous beaucoup de rapports : le bon sens français, l'esprit gaulois, qui, bien que dénué de culture, ne va pas sans mérite, tout cela compense déjà largement les désavantages que des gouvernements anti-révolutionnaires ne s'efforçaient pas de combattre. Enfin au-dessus de toutes ces qualités, et les pénétrant comme un fluide irrésistible, brille le sentiment national, l'amour de la patrie, fruit merveilleux de nos longues guerres et de nos promenades à travers le monde, de notre travail intérieur, en un mot de notre centralisation. La légende républicaine et napoléonienne, les récits d'Afrique, l'apothéose des barricades, tous ces grands passages de l'épopée française sont figurés à l'âtre du villageois et constituent avec le culte de l'homme-Dieu toute la vie religieuse et morale des campagnes.

Le sentiment national paralysera l'énergie de certains vices topographiques et sociaux que la République ne peut anéantir en quelques jours. Toutefois il convient de lui venir en aide par quelques mesures promptes et efficaces qui hâteront l'établissement de la démocratie.

Il y a déjà plusieurs jours que le citoyen Carnot, ministre de l'instruction publique, a adressé une circulaire aux instituteurs pour les prier d'instruire en toute hâte les villages. Nous lisons hier dans un journal que ces dignes citoyens avaient répondu à cet appel par un empressement des plus louables. — Néanmoins nous trouvons la mesure du ministre incomplète, et nous nous permettrons de lui donner un avis dont on peut tirer grand profit. En général, les instituteurs, quoique élevés dans des écoles normales, excellentes sous plusieurs rapports, ne sont pas initiés à la science politique; en outre ils sont fort jeunes: l'expérience n'a donc pu combler le vide de leur esprit à cet endroit. A moins de posséder des facultés intuitives, ces courtes et vives illuminations, pour parler comme Lamennais, que les révolutions font dans l'esprit de ceux qui les voient de près, les instituteurs ne se trouveront pas à la hauteur de leur mission. Cependant le temps presse. Que faire donc ?

Voici ce que nous proposons. Tous les instituteurs répandus dans les campagnes devraient, selon nous, se rendre deux ou trois fois par semaine à la ville voisine, chef-lieu de département, d'arrondissement ou de canton, où des citoyens professeurs se consacreraient à leur exposer les sommaires de la science politique.

En outre, toutes les écoles normales suspendraient leurs cours habituels pour les remplacer par un cours de science politique et sociale — un résumé bien entendu, mais succinct, mais parfaitement intelligible. — Après quoi les élèves et professeurs se répandraient dans les bourgs, les villes et villages pour répéter ces notions de droit républicain. Des inspecteurs volontaires circuleraient de village en village pour hâter le progrès de cet enseignement improvisé. Enfin on fonderait des clubs ruraux où les patriotes instruits des villes et des villages viendraient exposer les théories du droit nouveau et montrer la solution de tous les problèmes qui nous agitent. Cet enseignement serait complété par les journaux et les affiches. C'est ainsi qu'en quinze ou vingt jours, l'éducation politique et sociale de la France serait non pas achevée, mais assez bien ébauchée pour rendre désormais les faux pas à peu près impossibles, pour vaincre l'esprit réactionnaire du passé, pour déjouer toutes les conspirations monarchiques, pour porter en un mot sans secousse trente-cinq millions d'hommes sur le seuil de l'avenir.

Pour cela que faut-il ? Rien qu'un peu de cette spontanéité française qui nous fait affronter les barricades. Et voyez combien la tâche que nous entreprendrons sera glorieuse. Mettre en fuite des rois, pulvériser des trônes, c'est désormais pour nous la moindre des choses. Chasser les ténèbres de l'ignorance, éclairer les esprits, illuminer le monde, quelle mission plus belle s'offre-t-elle jamais à notre soif de gloire, à notre philanthropie ? Partons donc, missionnaires armés du progrès; dispersons-nous aux quatre coins de la patrie; nous poserons sur la chaumière la plus obscure de France le drapeau qui cache dans ses plis le mot fatidique : *Démocratie* ! et au retour de notre pacifique expédition contre les préjugés et les passions du vieux temps, la République, notre mère immortelle, pourra nous dire : « Soldats, je suis contente de vous ! »

N. B. Il va sans dire que les clubs ruraux devront s'affilier, aussitôt après leur formation, aux clubs urbains des départements, lesquels entrèrent immédiatement en rapport avec les clubs de Paris, c'est-à-

dire avec le club central général que les citoyens Cahaigne, Sobrier, etc., viennent de fonder pour régulariser et centupler en la concentrant l'action des masses.

L'Eclaireur de l'Indre, dans un écrit qui nous semble sortir de la plume du citoyen Pierre Leroux, trouve qu'il y a contradiction à faire voter dans chaque canton après avoir proclamé le principe de l'élection par le département. Il aurait voulu que chaque représentant de la nation fût élu par la nation tout entière. C'est là sans contredit l'idéal que nous devons atteindre un jour, mais qu'il me paraît encore assez difficile de réaliser dans les circonstances actuelles. Quant au premier reproche qu'il fait à la loi, nous objecterons encore les inconvénients d'une agglomération de douze à quinze mille citoyens sur un seul point. Au surplus, l'imperfection de la loi doit et peut être corrigée par l'activité des patriotes. Les comités électoraux, les clubs ne poursuivent pas d'autre but. Nous approuvons l'idée de l'Eclaireur, qui consisterait à former au chef-lieu une assemblée de députés du département devant laquelle les candidats viendraient faire leur profession de foi et répondraient aux interpellations qui leur seraient adressées. Les comités électoraux nous semblent réaliser cette idée.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que l'augmentation de travaux, nécessitée par l'accroissement de l'effectif des gardes nationaux, exige le changement du local où est placé l'état-major,

Arrête : Le siège de l'état-major de la garde nationale de Paris et de la banlieue sera transféré aux Tuileries, dans les appartements du pavillon Marsan, jusqu'au guichet de l'Echelle.

Le maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, à Paris, le 22 mars 1840.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Considérant qu'il importe de pourvoir au paiement des travaux les plus urgents de conservation et d'entretien des bâtiments faisant partie de la dotation de l'ancienne liste civile, lesquels font retour au domaine de la République, et rentreront à l'avenir dans les attributions du ministre des travaux publics,

Décète : Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1848, un crédit de 300,000 fr. pour la conservation et l'entretien des édifices ci-après :

Palais du Louvre et sa galerie;
Palais des Tuileries et son jardin;
Palais national;
Ecuries du Carrousel;
Ecuries du faubourg du Roule et de la rue Montaigne;
Palais de l'Élysée;
Hôtel et magasins du mobilier de la liste civile;
Monument religieux de la rue d'Ajou-Saint-Honoré;
Manufacture des Gobelins;
Palais de Versailles et de Trianon, leurs parcs et jardins;
Eaux de Versailles et machine de Marly;
Palais de Saint-Cloud et son parc;
Palais de Meudon;
Palais de Fontainebleau;
Palais de Compiègne;
Palais de Pau;
Manufacture de porcelaine de Sèvres;
Manufacture de tapisserie de Beauvais.

Art. 2. Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, ce 22 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des travaux de construction d'une salle provisoire destinée à la prochaine Assemblée nationale,

Décète : Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1848, un crédit extraordinaire de 250,000 fr. pour la construction d'une salle provisoire destinée à l'Assemblée nationale.

Art. 2. Le ministre des finances et le ministre des

travaux publics sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, ce 22 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire.

Vu les ordonnances de 1669 et 1672 sur les eaux et forêts, portant que les propriétaires des héritages aboutissant aux rivières navigables fourniraient pour le halage un passage de 22 pieds au moins (7 mètres 80 centimètres) de largeur, sans pouvoir y planter d'arbres ou y tenir clôture, à peine d'être contraints à réparer et remettre les chemins en état et à leurs frais;

Considérant que le parc du château de Neuilly s'étend immédiatement jusqu'à la Seine; que sa clôture envahit le chemin dû à la navigation et coupe les communications locales;

Considérant que cet état de choses, constituant une contravention permanente aux dispositions des règlements ci-dessus visés, est en partie le résultat d'entreprises faites sur la rivière, dont le régime a été sensiblement modifié;

Considérant qu'il importe de faire cesser les dommages qui sont les conséquences de ces actes abusifs;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les clôtures du parc de Neuilly, sur le bord de la Seine, seront reculées de manière à rétablir le chemin de halage, conformément aux dispositions de l'ordonnance de 1669 (titre XXVIII, art. 7).

Art. 2. La dépense des travaux à exécuter, tant pour cet objet que pour construire une voie praticable, sera mise à la charge de l'ancien domaine privé de la couronne.

Cette dépense pourra être avancée sur les fonds de l'Etat.

Fait en conseil de Gouvernement, le 22 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire de la République arrête ce qui suit :

Sont nommés :

Conseiller d'Etat en service ordinaire, M. Charles Lesseps, ancien député, en remplacement de M. Vieillard, non acceptant;

Conseiller d'Etat en service ordinaire, M. Billiard, ancien secrétaire général du ministère de l'intérieur.

Maîtres des requêtes en service ordinaire, MM. :

Pascal fils, auditeur de première classe;

Peauger,

Tripière (Félix), maître des requêtes en service extraordinaire;

Goupil, maître des requêtes en service extraordinaire;

Théodore Fabas, avocat.

Fait à l'hôtel de ville, le mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le ministre de la justice,

AD. CRÉMIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Le chef d'escadron Foissy, mis à la retraite par l'ancien gouvernement pour cause d'opinions, est rappelé à l'activité.

Fait en conseil du Gouvernement, ce 22 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Le citoyen Vernon, capitaine de cavalerie, mis en retraite d'emploi par l'ancien gouvernement pour ses opinions politiques, est rétabli dans son grade.

Son temps de service comptera comme s'il n'y avait pas eu d'interruption.

Fait en conseil de Gouvernement, le 22 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire.

Vu le décret du 18 mars 1848, portant que les trois manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais rentrent dans le département de l'agriculture et du commerce,

Décète :

1^o Toutes les dépenses du service des trois manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais seront réglées, ordonnées et justifiées par le ministre de l'agriculture et du commerce, à partir dudit jour 18 mars 1848;

2^o Le ministre de l'agriculture et du commerce réglera définitivement le budget de ces établissements, en recettes et en dépenses, pour la partie de l'année 1848 restant à courir du 18 mars courant au 31 décembre prochain.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 25 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre de l'intérieur,

Considérant que les monuments historiques, dont l'Etat assure la conservation, doivent comprendre non-seulement les édifices précieux sous le rapport de leur exécution ou de l'histoire de l'art en France, mais aussi ceux qu'un souvenir glorieux recommande au respect du peuple;

Considérant que la salle du Jeu-de-Paume, à Versailles, est le lieu où pour la première fois s'est produite avec éclat et solennité la volonté nationale;

Sur le rapport du directeur des beaux-arts, arrêté : La salle du Jeu-de-Paume, à Versailles, est classée parmi les monuments historiques.

Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

Le gouvernement a reçu à deux heures la nouvelle que les Autrichiens avaient été chassés de Milan après un combat très-vif. Ce fait, dès longtemps prévu, coïncidant avec la révolution qui vient de s'accomplir à Vienne, nous permet de concevoir de magnifiques espérances pour l'avenir de la péninsule italienne. Le bloc roulé sur elle par la coalition et que l'absolutisme tenait sur sa poitrine pour l'empêcher de respirer, elle est parvenue à le rejeter loin d'elle. L'Italie a reconquis la liberté de ses mouvements; elle pourra bientôt se constituer sous la forme qu'elle jugera convenable pour entrer dans la grande famille des peuples européens. Le misérable qui règne à Naples aura bientôt achevé de perdre sa puissance abhorrée. Naples ne tardera pas à suivre l'exemple donné par la Sicile. Alors enfin 20 millions d'Italiens se trouveront réunis sous la même lumière. L'alliance des peuples de l'Occident sera consommée; la République s'étendra de la Vistule à l'Océan. C'est là le vœu exprimé par les Allemands; quelques mois encore et nous le verrons accompli.

Le ministre de l'intérieur, membre du Gouvernement provisoire, vient d'adresser à tous les commissaires de la République, dans les départements, la circulaire suivante :

« Citoyen commissaire, les fonds affectés, sur le budget de 1848, à secourir les établissements de bienfaisance, dans toute la France, s'élèvent à une somme très-modique, comparativement aux besoins de ces établissements, et surtout comparativement aux demandes présentées dans chaque localité. Il importe donc, pour soulager efficacement la classe indigente et infirme, d'écarter toutes les demandes qui n'auraient pas un caractère d'urgence bien justifiée, pour une application directe et immédiate de secours aux malheureux : ainsi les subventions qui devraient servir à la construction, à la réparation ou à l'entretien des bâtiments, à l'acquisition, à l'amélioration du mobilier ou à d'autres dépenses de même nature, ne semblent pas les plus nécessaires dans les circonstances présentes; ce qu'il importe avant tout, c'est de pourvoir à l'entretien des malades et infirmes recueillis dans les hospices ou hôpitaux, et à l'alimentation des pauvres secourus par les bureaux de bienfaisance. Pour atteindre ce dernier but, ne perdez pas de vue, citoyen commissaire, que le meilleur moyen est de fournir de l'ouvrage à la classe nécessiteuse. C'est ennoblir l'aumône que de la convertir en rémunération d'un travail utile au pays. Encouragez donc l'établissement d'ateliers de charité, auxquels puissent prendre part, chacun dans la proportion de ses forces physiques, tous les pauvres à secourir, vieillards, femmes ou enfants. Les secours que j'accorderai aux bureaux de bienfaisance devront principalement recevoir cette destination.

« En vous renfermant dans les limites que je vous trace, vous voudrez bien me faire parvenir, sans aucun retard, vos propositions sur un état conforme au modèle ci-joint, dont les colonnes devront être remplies avec exactitude par vos soins.

« J'attends de vous, à cette occasion, citoyen commissaire, tout le zèle et toute la sollicitude que réclament les souffrances des malheureux.

« Salut et fraternité.

« Le ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN. »

Une grande, une solennelle manifestation a eu lieu hier au Champ-de-Mars.

A dix heures, une foule nombreuse de travailleurs venait, dans l'ordre le plus parfait, se ranger autour d'un arbre de la liberté planté la veille et béni par le clergé du Gros-Caillou.

D'heure en heure, et de tous les points, de toutes les avenues, arrivaient, leurs drapeaux en tête, des légions de travailleurs qui saluaient l'arbre des cris, mille fois répétés, de *Vive la République!*

A une heure, une députation d'ouvriers s'est rendue au ministère de l'intérieur pour prier le citoyen Ledru-Rollin de venir présider cette cérémonie populaire et l'inaugurer dignement.

Le ministre s'est rendu aussitôt à l'Ecole militaire, où il a été reçu par le colonel Allard, directeur des travaux.

De l'Ecole militaire, le citoyen Ledru-Rollin est arrivé, suivi de nombreux ouvriers, au pied de l'arbre de la liberté, et après quelques paroles du colonel Allard, qui l'a remercié, au nom des travailleurs, d'avoir consenti à s'associer à cette manifestation, le ministre a prononcé un discours simple, énergique et rempli de cette éloquence, si sympathique au peuple, qu'il met toujours au service de ses idées républicaines! Ses paroles, prononcées d'une voix forte, mais émue, ont été entendues de tous, et gardées dans la mémoire et dans le cœur de tous. Elles ont provoqué des acclamations nombreuses et passionnées. L'impression qu'elles ont produite sur cette réunion imposante de travailleurs intelligents se rendrait difficilement. Nous ne traçons que de mémoire quelques extraits bien faibles de son discours :

« Citoyens,

« Je vous remercie, au nom du Gouvernement provisoire, d'avoir eu la pensée de renouveler ici un grand souvenir, celui de la fédération de 1790!

« Ces remerciements, je ne vous les adresserai pas seulement au nom de la France, mais au nom de l'Europe, mais au nom du monde entier.

« Ce théâtre de la fédération, ce Champ-de-Mars rappelle un glorieux passé : la France, divisée en castes, en aristocraties, en provinces, venant à l'appel du peuple de Paris abjurer sur l'autel de la patrie les vieilles haines et les ressentiments séculaires pour ne faire qu'un peuple, le peuple français. (Applaudissements énergiques.)

« Il est un autre souvenir, celui du Champ-de-Mai, où la nation menacée par l'invasion étrangère, où le peuple indigné se leva pour défendre sa nationalité. A cette époque, l'Europe, trompée, subissant la volonté

de ses maîtres, a cru que nous voulions l'envahir, et nous avons eu Waterloo!

« Aujourd'hui nous lui répondons (sublime réponse!) en lui envoyant la liberté.

« Notre révolution s'est accomplie en trois jours, et son retentissement sera tel que l'Europe peut dès aujourd'hui se déclarer libre.

« Les deux rives du Rhin retentissent de l'appel aux armes de l'Allemagne, lassée d'un joug odieux.

« L'Autriche, ce pays de plaisirs que Metternich traitait comme une autre Venise, l'Autriche se réveille tout à coup et proclame son indépendance. Les autres pays suivront l'exemple que nous avons donné, et bientôt disparaîtra sous le souffle populaire la poussière des trônes où s'endormait l'oisiveté des rois. (Applaudissements.)

« Nous avons le droit d'être fiers, je le répète, car à la défaite de Waterloo, nous n'avons plus à opposer qu'un cri de délivrance et de liberté.

« Salut à toi, arbre! glorieux symbole de cette délivrance et de cette liberté!

« Salut à toi! Je le prédis avec bonheur : à cette place où il y a soixante ans on venait fraterniser au nom de la liberté, à cette place nous verrons bientôt se ranger autour de toi les députations du monde entier! Autour de toi viendront se grouper, unis dans une commune étreinte et dans un commun amour, les membres si longtemps divisés de la grande famille humaine que la grande famille française aura associée à sa liberté et à son triomphe!

« Nous sommes forts aujourd'hui parce que nous nous appuyons sur la liberté, sur vous, travailleurs intelligents, qui avez fait la révolution et qui voulez qu'elle porte ses fruits! (Applaudissements.)

« Maintenant, mes amis, retournons à nos travaux, et que nos voix confondues répètent ce cri qui a retenti au cœur du monde : *Vive la République!* »

Des applaudissements et des cris de *Vive la République!* *vive Ledru-Rollin!* se font entendre. Un invalide, vieux débris des armées républicaines, saisit la main du ministre et la porte à son cœur, sans pouvoir proférer une seule parole, tant son émotion est profonde.

Un officier de l'armée s'approche aussi du citoyen Ledru-Rollin, et c'est avec des larmes dans la voix et dans les yeux qu'il lui exprime la douleur éprouvée par les chefs et les soldats d'être éloignés de Paris. Il lui demande le rappel de l'armée.

Le citoyen Ledru-Rollin. « Amis, avant de vous quitter, je désire dire un mot qui devra trouver de l'écho. La vue de ce monument glorieux, de cette école militaire, me rappelle qu'on a manifesté des craintes sur la présence à Paris de quelques régiments...

Je proteste de toutes mes forces contre des sentiments de méfiance indignes de la générosité française.

Il n'est pas possible de scinder ainsi le peuple et l'armée.

Le peuple, c'est l'armée; l'armée, c'est le peuple! Qu'est-ce que l'armée? N'est-ce pas la portion du peuple la plus généreuse, le sang de notre sang?

Qui donc, dans ces temps de corruption et de honte que nous subissons naguère, conservait encore les traditions de l'honneur?

L'armée, l'armée seule!! (Applaudissements.) N'est-ce pas elle qui représentait la vieille gloire de la France dans les plaines, dans les montagnes de l'Afrique?

Sans elle, on aurait pu croire que la France était dégénérée!

Sans elle, d'insolents rivaux auraient pu croire à l'impunité de l'outrage.

Donc, gloire à l'armée!

Oui, mes amis, gloire à elle! car elle s'est rappelée en février qu'elle était peuple, et elle n'a pas voulu tirer sur le peuple!

Vous avez vu comme moi ces soldats désolés qui nous faisaient voir qu'ils ne voulaient pas combattre des frères.

Plus de soupçons, plus de défiances. D'ailleurs, que peuvent faire trois ou quatre régiments? On croirait que vous pouvez avoir peur, vous si forts! vous si grands!

Pour moi, mes amis, et c'est mon unique pensée, j'y songe tous les jours, je ne serai content, je ne serai heureux que lorsque j'aurai vu dans un grand banquet, sur ce même Champ-de-Mars, l'armée, la garde nationale et le peuple fraterniser.

L'armée n'a pas besoin d'être amnistiée; elle est vous, vous êtes elle! Fraternité entière entre nous!...

Des applaudissements énergiques se font entendre encore, et après avoir porté un toast à l'indépendance de la France et à la Liberté, le citoyen Ledru-Rollin s'est retiré, suivi d'une foule nombreuse et aux cris enthousiastes de : *Vive Ledru-Rollin! Vive la République!*

Le *Moniteur* d'hier, 22 mars, contient une note ainsi conçue :

« C'est par erreur que quelques journaux ont annoncé qu'un document judiciaire, relatif à M. Libri, avait été tiré des archives du ministère des affaires étrangères. Aucun document n'est sorti de ce ministère pour être livré à la publicité. »

Cette note, pourrait sembler en contradiction avec ce qui a été dit au *Moniteur* du 21 mars, que le document en question a été trouvé dans les cartons du ministre des affaires étrangères.

Voici le fait dans son détail :

Le rapport de M. Boucly a été trouvé, pendant les journées du combat, dans un carton placé dans le cabinet de M. Guizot. Le fait s'expliquerait en ce que M. Hébert, ne voulant pas prendre sur lui de décider la question posée par M. Boucly, en aurait référé à M. Guizot. Celui-ci aurait enfoui le rapport dans ses cartons.

Cette copie est sur papier à tête portant ces mots : *Parquet du tribunal de première instance du département de la Seine*; au bas de la première page, on lit : *A son excellence le ministre de la justice*; enfin, la pièce est signée de la main de M. Boucly.

L'authenticité de cette copie est complète. Elle existe, telle qu'on vient de la décrire, au ministère de l'instruction publique. L'original proprement dit est nécessairement au parquet, où il sera sans doute facile de le retrouver.

AVIS IMPORTANT.

Le Comité révolutionnaire, qui a déjà pris l'initiative d'une réunion de délégués des différents clubs, invite de nouveau les délégués de tous les clubs républicains et de toutes les corporations d'ouvriers du département de la Seine à se réunir en comité central, pour les élections à l'Assemblée nationale, dimanche prochain, 26 mars, à 7 heures du soir, au Palais-National, ci-devant Palais-Royal. On sera reçu par deux citoyens à la grande grille d'entrée sur la place, en face du Château-d'Eau.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité, Unité.

Préfecture de police.

AVIS.

Les grandes démonstrations patriotiques, qui sont l'expression de la souveraine volonté du peuple, doivent être respectées par tous; nul n'a le droit d'étouffer cette voix puissante qui éclate assez haut pour renverser un trône en quelques heures. Mais s'il faut que chacun salue du cœur ces imposantes manifestations faites en plein jour, au soleil, par toute une population, il est aussi du devoir de tout bon citoyen de protester énergiquement contre ces démonstrations partielles, faites la nuit, qui n'ont d'autre résultat que d'inquiéter la cité et de faire concevoir des espérances coupables aux ennemis de la République. Quand le citoyen s'alarme, quand l'ennemi se réjouit et espère, l'ouvrier voit s'éteindre la confiance et tarir les sources du travail. L'ouvrier qui se laisse entraîner dans ces promenades nocturnes perd une partie de sa journée et compromet gravement celle du lendemain.

Secondons par une altitude calme les efforts du Gouvernement, dont la sollicitude est constante pour les travailleurs, mais qui a besoin de leur concours pour consolider son œuvre. Loin de nous la pensée d'incriminer l'intention des citoyens qui ont pris part à ces manifestations partielles et nocturnes; mais plus cette intention est pure et droite, mieux ils doivent comprendre un langage sincère et patriotique. Nous leur dirons donc : « Mettons-nous en garde contre ce prétendu zèle qui ne sait pas attendre qu'il fasse grand jour pour se manifester. Craignons surtout que ceux qui trament dans l'ombre des projets criminels contre notre grande révolution ne profitent de cet exemple pour troubler à dessein l'ordre et la tranquillité publique. »

« Réservons-nous pour l'heure où (ce qu'à Dieu ne plaise) la République serait en danger. Ce sera alors le moment d'agir à la lueur des torches comme à la clarté du soleil; mais jusque-là soyons unis et calmes dans notre force. »

Paris, le 25 mars 1848.

Le préfet de police,
CAUSSIDIÈRE.

Approuvé :

Le ministre de l'intérieur,
LEDRU-ROLLIN.

LA RÉVOLUTION FAISANT LE TOUR DU MONDE.

Le jour de la sainte-alliance des peuples luit sur le monde, et chaque jour éclaire le berceau d'une nouvelle République.

La plus ancienne ville du Portugal, Oporto, a proclamé la République. Les Basques sourient à la liberté : la Catalogne se lève. Pampelune, Barcelonne, Madrid elle-même s'agitent, et la main de Narvaez est impuissante à forger les fers de l'Espagne. Décidément, comme l'a dit Beranger, partout ces pauvres royautes se noient pour se construire une arche.

Nous avons demandé la révocation du citoyen Dusolier, commissaire du Gouvernement provisoire dans la Dordogne, et la dissolution du conseil municipal de la ville de Périgueux, animé d'un esprit de réaction.

Le citoyen ministre de l'intérieur a fait droit à cette légitime réclamation. Espérons que le citoyen Charles Montagut, qui succède au citoyen Dusolier, et les deux commissaires qui lui ont été adjoints s'empres- sent de dissoudre une municipalité contre-révolutionnaire.

Le citoyen ministre de l'intérieur a remercié en son nom et au nom du Gouvernement provisoire le citoyen Numa Dufrasse de la conduite noble et patriotique qu'il a tenue afin d'éviter des désordres dans le département de la Dordogne; et pour lui donner un éclatant témoignage de confiance, le citoyen Ledru-Rollin a donné au citoyen Numa Dufrasse le commissariat du département des Pyrénées-Orientales. Cette mission a un caractère de haute importance à raison du voisinage de l'Espagne, où de graves événements peuvent s'accomplir.

Hier, une protestation qui fait honneur à la garde nationale mobile, a eu lieu à propos de l'élection d'un officier. La protestation a eu pour cause la non possibilité par l'élu de présenter, quant à présent, un certificat de bonne vie et mœurs.

Cette susceptibilité de la garde mobile répond nettement aux insinuations malveillantes de certaines gens

La Revue de l'Ouest, journal de Niort, publie la lettre suivante :

« Citoyen rédacteur,

« Je vous informe que M. Rivière, instituteur privé à Secondigny, a commencé dimanche dernier, 12 mars, à faire réunir dans sa classe les habitants de la campagne, pour leur expliquer leurs droits électoraux, et les guider dans le choix qu'ils vont faire aux prochaines élections.

« Il s'engage à y consacrer, jusqu'au 9 avril, une heure chaque dimanche.

« Cet exemple sera, je l'espère, suivi par tous les instituteurs patriotes du département, et je vous prie de lui donner de la publicité.

« UN DE SES AUDITEURS. »

Nous invitons tous les bons citoyens de Paris et de la banlieue à suivre cet exemple.

Le Courrier batave contient la nouvelle suivante : Tous les ministres ont reçu leur démission. MM. Luzac et Torbecke sont chargés de présenter au roi un nouveau choix de ministres.

Le lâche et fatal système de conservation est renversé; il est tombé pour ne plus se relever.

Par arrêté en date d'aujourd'hui 25 mars, le citoyen Gornet est nommé maire du douzième arrondissement.

Paris, 25 mars 1848.

Approuvé.

Le maire, GORNET.

Nous proposons aux citoyens de Paris de se réunir mardi prochain, 28 mars, sur la place de la Bourse, heure de midi, afin d'aller au cimetière Montmartre rendre hommage à la mémoire de notre ami Godefroi Cavaignac.

LA SOCIÉTÉ SUISSE DU GRUTLI invite tous les Suisses résidant à Paris à vouloir bien se réunir dimanche prochain, 26 mars, à deux heures précises, dans la salle Molière, passage Molière, rue Saint-Martin, pour discuter différentes questions importantes, organiser des réunions régulières, traiter les grandes questions à l'ordre du jour et prendre part, en un mot, au mouvement actuel des idées.

Nous donnons avec empressement la nouvelle chanson de notre poète national Béranger sur la révolution de février.

Béranger à Manuel.

O Manuel, la France s'est levée !
Sa liberté n'a plus un ennemi.
C'est bien ainsi que nous l'avions rêvée !
Peuple géant qui n'est rien à demi !
Puisqu'il nous mène à la terre promise,
Dieu parmi nous aurait dû le laisser.
Qu'avais-tu fait pour mourir en Moïse ?
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

Sortant vainqueur de ces luttes sublimes,
Tu penserais à mon tout petit coin.
C'est dans ces jours de fièvres magnanimes
Que l'un de l'autre on a surtout besoin.
Longtemps muets, dans une étreinte antique,
Puis refoulant nos pleurs dans un baiser,
Nous criions : Vive la République !
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

Le sait-on bien ? Depuis qu'au Jeu-de-Paume
S'ouvrit l'époque où le peuple vainqueur
Fit affluer en notre beau royaume
Le monde entier, comme le sang au cœur,
Du livre d'or sanglant, sublime ou sage
Où chaque lustre eut sa gloire à tracer,
Quarante-Huit est la plus belle page !
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

La royauté stérilisait l'empire
Et jetai l'ancre en ce sable mouvant ;
La foudre passe et le trône chavire,
Et j'ai cherché sa trace vainement ;
Mais je retrouve une France féconde
Qu'un noble sang vient de fertiliser,
Sol généreux qui nourrira le monde.
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

La République est grande et sera stable,
Elle remplit nos vœux; mais je l'aimais.
Je me souviens de ce cri lamentable :
« Plaignons les morts, ils dorment à jamais ! »
Dormir, hélas ! quand la France se lève,
Lorsque pour vaincre et pour se surpasser
Elle a besoin de l'esprit et du glaive !
Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

Gloire à toi, peuple, à tes succès rapides !
Je t'aime mieux lorsque je pense à lui.
Mes bras ouverts ne resteront pas vides :
Tous les Français sont frères aujourd'hui.
Vieillard courbé, quand tu courais aux armes,
Comme les morts j'ai dû me reposer ;
Mon sang est froid, mais j'ai de chaudes larmes.
Peuple français, je voudrais t'embrasser.

Paris, 1^{er} mars 1848.

En lisant cette admirable poésie, souvenez-vous, citoyens, de ce qui manque au tombeau de Manuel.

J. C.

Nouvelles des Départements.

Le Messager de Dinan apporte la nouvelle d'une grande manifestation populaire qui a eu lieu dans cette ville pour ramener aux fonctions de maire l'excellent M. Lesage, qui avait cru devoir donner sa démission.

« Cette manifestation spontanée, inouïe, est sans précédent dans notre ville, dit le Messager.

« Oh ! jamais la fête d'hier ne s'effacera de la mémoire des Dinannais !

« Deux mille livres de pain ont été distribuées aux pauvres par MM. Lesage et Janvier, indigne- ment touchés des marques de l'estime populaire. »

— On lit dans la Revue de l'Ouest :

« Plusieurs de nos concitoyens se sont réunis hier à l'hôtel de la mairie pour examiner si l'on devait établir un comptoir d'escompte à Niort. L'utilité de comptoir a été reconnue, et une commission a été chargée de mettre ce projet à exécution.

— La Provence, journal d'Aix, annonce la candidature des citoyens Thiers, Fortoul, doyen de la Faculté des lettres; Borely, président honoraire à la cour d'appel d'Aix; Couvent, conseiller à la même cour. Nous espérons bien que les électeurs d'Aix sauront faire au citoyen Thiers assez de loisirs pour qu'il puisse achever son Histoire de l'Empire. Quant au citoyen Fortoul, qui emporte d'assaut les places sans concours, nous souhaitons que le concours ait lieu cette fois pour le repous-er.

— Le Journal du peuple, en rendant compte du résultat des élections des officiers supérieurs de la garde

nationale de Poitiers, fait sur leur résultat les réflexions suivantes, dont les électeurs de la garde nationale feront au besoin leur profit :

« Depuis la révolution il n'y avait en apparence qu'un seul parti : celui de la République, celui du peuple souverain; tous les autres avaient disparu, la tourmente révolutionnaire avait soufflé dessus et cette poussière impure avait volé dans l'espace, ne pouvant s'accrocher à l'avenir. Nous prétendions le contraire, et nous prétendons encore que les partis existent; ils montrent toute l'arrogance de partis puissants et agresseurs. Mais tout le mal n'est pas encore dévoilé. Il ne serait pas dangereux s'il n'existait que par des hommes déclarés appartenir à un parti; il y a encore des hommes qui n'ont ni la bonne foi ni le courage d'avouer qu'ils sont partisans d'un système qui n'est plus. Là seulement est le danger, et ne vous fiez pas à ces hommes à double face, qui crient tantôt vive la République comme ils criaient hier, tantôt vive la République comme ils crient aujourd'hui. »

— On lit dans le Droit commun, journal de Bourges :

« Nous recueillons dans les conversations de toutes les personnes qui nous arrivent de Paris la nouvelle répandue dans les cercles politiques que le Gouvernement provisoire aurait la pensée de confier à M. de Larochefoucauld la mission de représenter la France près du cabinet de St-Petersbourg. Ce choix si libéral et si national témoignerait de la haute position d'impartialité conquise par l'opinion sur les déplorables intolérances des régimes passés. »

— On lit dans le Finistère, journal de Brest : « Généralement mal comprises, exploitées peut-être à mauvaise intention, les circulaires de l'honorable Ledru-Rollin, ministre de l'intérieur de la République, avaient fait accepter le bruit de son remplacement. Dieu merci, il n'en est rien, car M. Ledru-Rollin n'est pas seulement une garantie de liberté dans le Gouvernement provisoire, il est encore un élément d'ordre, grâce à sa popularité. »

Compte rendu des Clubs.

Le National de l'Ouest annonce l'installation du Club de la phalange républicaine, du Club de l'Egalité.

A Périgueux, le Club des travailleurs, le Club des ouvriers, le Club de la rue Neuve; à Mans, le Club populaire; à Niort, le Club démocratique; à Rocroi, le Club républicain, se sont organisés et prêtent leur concours aux divers comités républicains.

— Le Club de l'émancipation des peuples tiendra sa 9^e séance aujourd'hui, cité d'Antin. On s'inscrit chez le président, le citoyen Suau, 59, rue de la Chaussée-d'Antin.

Le club de l'émancipation doit créer des succursales dans les 8^e et 12^e arrondissements.

Nous apprenons avec bonheur que des citoyens étudiants se répandent dans les départements pour semer l'idée républicaine. Cet exemple ne peut manquer de trouver de nombreux imitateurs.

CLUB DES COMMERÇANTS LOCATAIRES.

(Salle Montesquieu. — Le mardi 21 courant.)

La réunion avait pour but de s'entendre sur les mesures urgentes à prendre immédiatement dans l'intérêt de chacun.

M. Michel propose d'adresser une pétition au Gouvernement provisoire, qui aurait pour but :

1^o Suppression des pots-de-vin exigés par les propriétaires;

2^o Dépôt des six mois de loyer d'avance au comptoir national, qui profiterait des intérêts pendant deux ans;

3^o Nomination d'experts qui seraient chargés spécialement d'intervenir entre le locataire et le propriétaire.

Plusieurs membres viennent l'appuyer et demander en outre qu'au lieu de deux ans d'intérêts à abandonner au comptoir national, il en profite de cinq.

La pétition est ainsi mise aux voix, adoptée à l'unanimité et signée par toute l'assemblée.

Nous apprenons avec plaisir qu'une nouvelle réunion aura lieu dimanche prochain 26 courant, 60, rue de l'Arcade, à 7 h. 1/2 du soir, à l'effet de s'entendre sur les améliorations à apporter immédiatement dans l'intérêt des commerçants et des travailleurs.

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 21 mars 1848. — La plupart des hommes éminents du parti républicain et des citoyens qui, depuis dix-huit ans, travaillent à la pensée et par l'action au renversement de la dynastie d'Orléans et de la faction de privilégiés exploitant la grande famille, sous le nom et avec le concours du roi déchu, ont senti la nécessité de se grouper et de fonder une société populaire à Paris. Presque tous ceux qui, durant le dernier règne, ont représenté dans la presse, dans les associations politiques, d'abord publiques et plus tard secrètes, dans les conspirations et dans les mouvements insurrectionnels, la grande tradition révolutionnaire, presque tous ceux que la victoire de Février a tirés des prisons de la monarchie et rappelés de leur exil et de leur ban, viennent de se concentrer au sein de la capitale et d'y fonder un club destiné à devenir puissant par le nombre et par la qualité de ses membres.

Là se sont réunis les écrivains et les soldats les plus renommés de la cause démocratique : Barbès, Martin Bernard et les débris de l'entrepide phalange qui accompli sous eux l'audacieux coup de main du 12 mai; Napoléon Lebon, Berrier-Fontaine, Sobrier, Marc et Numa Dufrasse, Cavaignac et autres chefs de la Société des Amis du peuple, et des Droits de l'homme et du citoyen; Proudhon, le profond penseur; Thoré, écrivain socialiste distingué; Etienne Arago, aussi brave que spirituel; les débris de Juin et d'Avril; les vieilles bandes de la révolution, l'avant-garde héroïque des masses, depuis si longtemps opprimées.

Ce club, qui a pris le nom significatif de club de la Révolution, a tenu sa première séance au théâtre Molière, dans le quartier populaire de Saint-Martin.

Le bureau provisoire était composé des citoyens Barbès, Sobrier, Numa Dufrasse, Thoré et Lamieus-sens.

Il a été procédé d'abord aux admissions. Le mode

d'affiliation adopté par cette société populaire offre les meilleures garanties pour sa composition. Le récipiendaire doit être présenté par deux membres et adopté à l'unanimité des suffrages. Une seule voix négative, et le candidat est ajourné.

Un grand nombre de citoyens ont été agréés dans cette première séance.

Cette opération terminée, quelques membres ont manifesté le désir de connaître le but de cette association.

Le président Barbès invite Marc Dufraisse à satisfaire à ce vœu. Ce citoyen monte à la tribune et explique en quelques mots la fin que se sont proposée les fondateurs du *Club de la Révolution*. Nous donnons le résumé de son allocution, qui n'a pu être recueillie en entier :

« Citoyens,

« Depuis notre victoire de Février, depuis que les lois contre les associations politiques ont été abrogées par l'insurrection, il s'est formé sur le champ de bataille même un grand nombre de sociétés populaires.

« Tant mieux ! c'est la continuation pacifique de la lutte armée, c'est le bivouac intellectuel de la vaillante cité. L'affluence des travailleurs vers les clubs est de bon augure ; c'est la preuve de l'intérêt immense que le peuple prend au mouvement révolutionnaire. Il comprend enfin, il sent, il veut que, faite par lui, la révolution doit être faite pour lui ; il entend, c'est son droit, c'est notre devoir, que la révolution, achetée de son sang, enfante les fruits démocratiques et égalitaires qu'elle porte dans son sein.

« Tant mieux, encore une fois, tant mieux ! Mais, il faut nous l'avouer, la plupart des sociétés populaires, jusqu'à ce jour brusquement improvisées, tumultueusement formées, ont plutôt juxta-posé que lié ensemble les citoyens qui les composent. Intérieurement elles ne fonctionnent pas aussi parfaitement que le peuple le désire ; elles sont sans relations entre elles, sans rapports. Il faut, dès le début, couper court et vite à ce mal de l'anarchie.

« Constituer dans Paris un club révolutionnaire ; le composer des hommes qui ont dès longtemps donné à la France des gages éclatants de leur patriotisme ; des républicains éprouvés par la lutte, par le feu, par la persécution et le martyre ; des penseurs et des écrivains qui ont consacré leurs veilles à l'élaboration des grandes idées réformatrices ; réunir sous une même règle les démocrates de vieille date, qui se connaissent entre eux, s'aiment et s'estiment ; les relier ensemble par les liens étroits de sympathies anciennes et d'une solidarité religieuse dans le passé et dans l'avenir : c'est donner à nos concitoyens un exemple de constitution solide et de bonne discipline, utile à suivre pour fonder, avec d'autres groupes civiques, des clubs homogènes et durables ; c'est avoir, en même temps, organisé, dès les premiers jours de la révolution, une force intellectuelle et morale qui ne sera peut-être pas sans influence sur sa marche et ses destinées.

« Tous, vous sentez l'action immense que notre club, prudemment recruté, vigoureusement organisé, bien conduit, peut et doit exercer sur les événements contemporains. Des vétérans comme vous n'ont pas besoin, pour la comprendre, d'entendre développer cette pensée.

« Aussi n'avez-vous demandé à connaître que le but spécial, actuel et immédiat du *Club de la Révolution*. Son but, dans l'acception la plus large du mot, son but ultérieur, permanent, sa fonction dans les temps que nous allons traverser, son œuvre à entreprendre et à accomplir, le *Club de la Révolution* le dira plus tard ; l'exposé de ses principes, de ses moyens, de ses doctrines, de ses tendances, de la fin suprême vers laquelle il marchera, ne peut être que le travail médité, mûri, nettement formulé, d'un comité que vous choisirez dans votre sein. Je dois, vous le sentez bien, décliner cette tâche trop lourde pour moi. Je ne puis ni ne veux en prendre le labeur et la responsabilité exclusifs.

« Je n'ai pas d'autre intention, comme vous n'avez pas d'autre désir, que de préciser le but prochain et transitoire de notre association.

« Les clubs de Paris, je le disais en commençant, n'ont entre eux aucun lien d'affinité, aucune force de cohésion ; ils sont éparpillés, sans communication entre eux, anarchiques enfin intérieurement et extérieurement. Ils se régulariseront eux-mêmes par leur action propre sur eux-mêmes, sur leurs éléments ; leur spontanéité intelligente ne faillira point à ce travail.

« Mais ce n'est là que la moitié du bien et du bon. Il faut les rapprocher entre eux ; non pas que nous aspirions à les fondre en nous, non : nous ne visons pas à cette dictature.

« Nous nous bornerons à les inviter tous par des messages à déléguer chacun un certain nombre de citoyens dont le concours constituera un club central de tous les clubs. Cette assemblée, que j'appellerai fédérale, sera le point de jonction où convergeront les pensées de chaque société populaire, d'où rayonneront vers chaque club les idées qui se seront révélées par la discussion dans ce centre intellectuel.

« Notre club conservera, lui, aussi longtemps que nous le croirons utile, son existence propre et séparée. Il aura sans doute son influence dans le *Club central*, auquel nous allons concourir. Chacun de vous, à raison de ses antécédents et de la confiance qu'il inspire, peut espérer d'y obtenir une large part de crédit et d'action ; mais ce crédit sera tout personnel, cette action toute individuelle. Notre club, que cela soit bien compris entre nous, n'entend et ne veut avoir sur les autres clubs aucune suprématie absorbante ; il se bornera à provoquer une centralisation aussi complète et aussi vigoureuse que possible. Voilà toute son ambition.

« Nous nous proposons aussi un second but. La grande œuvre du moment, l'œuvre capitale, ce sont les élections des représentants à l'Assemblée nationale constituante.

« Le *Club de la Révolution* ne peut pas, ne doit pas rester muet, inactif et impassible dans cette lutte solennelle de l'opinion. Un comité, pris dans son sein, se consacra tout entier à ce travail. Il appuiera à Paris et dans les départements les candidatures radicalement démocratiques et leur prêtera un concours actif, énergique, par ses émissaires et par ses publications. Il s'efforcera d'ouvrir les portes de la Constituante aux hommes qui représentent les intérêts et les

besoins populaires, les droits de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, les vœux légitimes des vingt-six millions de déshérités ; il recueillera dans son sein et donnera une tribune révolutionnaire aux républicains de toutes les écoles socialistes. Il faut que toutes les idées réformatrices aient leur auditoire et leur tré-pied.

« Enfin le *Club de la Révolution* prêtera un appui loyal et énergique, un concours sincère et vigoureux au Gouvernement provisoire de la République. Nous avons le courage de le dire : tous les hommes qui siègent à l'hôtel de ville, pris individuellement, ne nous inspirent ni la même confiance ni la même sympathie. Il en est que nous entourons, plus que d'autres, de nos affections révolutionnaires, parce qu'ils nous paraissent représenter plus complètement l'esprit de la Révolution et ses tendances égalitaires ; mais nous croyons devoir, quant à présent, les étayer tous collectivement de notre appui. Nous défendrons les élus de l'insurrection, ceux que le peuple en armes a oints et sacrés ; nous les défendrons non parce qu'ils sont le dernier mot du progrès et de la réformation, mais parce que, pour le moment, ils incarnent la victoire de Février. Nous les défendrons comme la veille du 10 août Robespierre et les Jacobins défendaient la constitution de 91 ; nous les défendrons contre l'esprit de réaction d'une part, et de l'autre contre l'imprudence et l'exagération de certaines impatiences, de certaines témérités. Nous défendrons surtout, dans le cas où l'accord entre eux viendrait à se rompre, nous défendrons ceux qui ont le mieux accusé et accentué le sentiment et la tradition révolutionnaires qui vivent en nous. (Assentiment unanime.)

« Mais nous devons aussi exprimer loyalement et hautement nos réserves. Notre appui ne sera point aveugle : tant que la dictature marchera dans le mouvement que l'insurrection lui a imprimé, nous serons avec elle, nous serons pour elle ; notre concours est à ce prix. Mais nous la surveillerons sans cesse ; nous la tiendrons à l'œil, si je puis ainsi parler. Et si l'hôtel de ville violait les conditions de son investiture, nous reprendrions aussitôt l'allure que nous avons toujours gardée contre ceux qui oublient leur devoir et la sainteté de leur mission ! » (Mêmes marques d'assentiment.)

Après cet exposé, le *Club de la Révolution* a nommé pour le présider Armand Barbès ; les citoyens Thoré, Marc Dufraisse, Etienne Arago, directeur général des postes, et Sobrier, ex-délégué du Gouvernement provisoire au département de la police.

Les citoyens Sobrier et Cabaigne ont offert au *Club de la Révolution*, pour son organe officiel, la feuille qu'ils ont fondée sous ce titre : *la Commune de Paris, journal des clubs*. Cette offre est acceptée ; le club adjoindra aux fondateurs un comité de rédaction.

Les citoyens Marc Dufraisse, Napoléon Lebon et Proudhon sont chargés de présenter un projet du manifeste que le club se propose de publier.

Les citoyens Paul Guichenet, Gornet et Longepied sont délégués par l'assemblée à la réunion centrale des clubs de Paris.

Les citoyens Barbès, Etienne Arago et Sobrier sont chargés par le club de se rendre auprès du citoyen ministre de l'intérieur pour l'inviter à apporter quelques modifications dans le personnel des commissaires des départements.

La séance est levée à 11 heures.

CLUB DES HOMMES LIBRES.

(Présidence du citoyen Lefèvre.)

Séance du 25 mars 1848. — La séance est ouverte à huit heures un quart.

Le citoyen Lefèvre explique l'incident relatif au refus opposé d'abord de laisser le club des Hommes libres tenir sa séance de ce jour dans une salle du Palais-National. — Incident suivi de la démission du citoyen Gadon. — Le citoyen Colfavre propose au club de voter un blâme au citoyen Gadon sur sa conduite à l'égard des membres du club et d'accepter sa démission. — La proposition est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Le président propose immédiatement l'élection d'un vice-président en remplacement du citoyen Gadon. — Le citoyen Langrand est nommé vice-président en remplacement du citoyen Gadon, démissionnaire à l'unanimité. — Le président lit à l'assemblée la proposition adressée par le citoyen Allan, du club de l'Emancipation, relative à l'indignité à infliger aux 225 satisfaits, à leur exclusion du droit d'éligibilité à l'Assemblée nationale. — La prise en considération et la mise à l'ordre du jour de dimanche sont mises aux voix, et, après quelques observations des citoyens Langrand et Deschamps, adoptées à l'unanimité. — Le président donne acte au citoyen Allan de la prise en considération et de la mise à l'ordre du jour de la proposition du citoyen Castelnau, du club de l'Emancipation. — Le président donne acte aux citoyens Allemands de la communication faite par eux au club des Hommes libres.

Le président donne lecture d'une adresse qu'il propose de présenter demain, par une commission, au citoyen ministre de l'intérieur en ouvrant la discussion sur les termes mêmes de l'adresse. — La proposition est mise aux voix et adoptée. — La commission se composera des citoyens Deschamps, Fournier, Liéven, Philippeaux, Lecomte, Fortin. — Le rendez-vous est fixé à midi précis, galerie d'Orléans. — Le même ordre du jour est maintenu pour la prochaine séance. Le local sera désigné demain rue Saint-Honoré, 219 bis. L'assemblée s'ajourne au samedi 25 mars.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

La société des Droits de l'homme prévient tous les citoyens qu'au moment des élections générales, elle vient d'ouvrir au siège de la société, aux Arts et Métiers, rue Saint-Martin, un bureau de renseignements ouvert tous les jours depuis 10 heures jusqu'à 5. La société recevra tous les renseignements qu'on voudra bien lui communiquer sur les candidats et donnera tous ceux qui seront en sa possession.

NOUVELLES OFFICIELLES DE BERLIN.

Proclamation du roi.

J'ai déjà déclaré hier que j'ai pardonné et oublié dans mon cœur ; mais pour qu'il ne reste aucun doute

que dans le pardon j'ai embrassé mon peuple entier, et pour que le grand avenir qui se prépare pour notre patrie ne soit pas troublé par des souvenirs douloureux, j'annonce par ces présentes :

Amnistie à tous ceux qui, pour délits ou crimes politiques ou de presse, ont été condamnés ou accusés.

Mon ministre de la justice Uhden est chargé de mettre cette amnistie à exécution.

Berlin, 20 mars 1848.

FREDERIC-GUILLAUME.

Tous les tribunaux et le procureur général de la cour royale à Cologne ont à exécuter au plus tôt le décret ci-dessus et à mettre en liberté tous les amnistiés, à moins qu'ils ne soient en même temps détenus pour d'autres causes.

Berlin, 20 mars.

Le ministre de la justice, UHDEN.

J'ai agréé les démissions offertes, avant le décret du 19, par les membres de la justice, Savigny et Uhden, et par le ministre comte de Stolberg.

J'ai nommé ministre de la justice le docteur en droit Bornemann, et j'ai appelé auprès de moi le président de la chambre de commerce, M. Camphausen, afin qu'il m'aide désormais, de ses conseils en qualité de ministre.

Les directeurs des ministères devenus vacants expédieront provisoirement les affaires.

Berlin, 20 mars 1848.

FREDERIC GUILLAUME.

Sur votre rapport, je conclus par le présent à ce que tous les objets engagés aux trois divisions de la Maison royale de prêt (Mont-de-Piété), d'une valeur au-dessous de cinq thalers (près de 20 fr.) soient rendus gratuitement.

Berlin, 20 mars 1848.

FREDERIC GUILLAUME.

Le ministre d'Etat, comte d'ARNIM.

— Hier soir a paru la proclamation suivante :

« Sa Majesté le roi, conformément au vœu exprimé par les habitants de Berlin, a daigné autoriser l'armement de la bourgeoisie. A cet effet, les soussignés ont pris provisoirement les dispositions suivantes. Il sera organisé une garde bourgeoise ; l'Etat supporte les frais de l'armement ; la corporation des tireurs sera convoquée sur-le-champ, et en outre un nombre convenable de bourgeois seront armés incessamment. Toutes les mesures légales ultérieures concernant cette organisation seront prises très-prochainement. »

« Signé : DE MINUTOLI, HOLBEIN, CLAUS, HAACK, etc. »

BERLIN, 20 mars. — A une heure après midi s'ouvrirent les portes de la prison d'Eat, près Moabit. Les Polonais prisonniers en sortirent ; l'heure de la délivrance avait sonné pour eux. Ils dirigèrent leur marche triomphale vers le château royal. La foule les suivait en criant : Vive les Polonais ! On défila les chevaux de la voiture dans laquelle se trouvait Mieroslawski, et des gens du peuple la traînèrent jusqu'au château, et au retour, en passant près de l'Université. Partout les dames agitaient des mouchoirs blancs aux fenêtres. Mieroslawski, debout sur la voiture, tenait un drapeau rouge, or et noir, et répondait aux acclamations enthousiastes par des gestes et en agitant le drapeau. Lorsque le cortège arriva sur la place du château, le roi parut sur le balcon.

Cologne, 21 mars, dix heures et demie du soir. — La garde bourgeoise a été rapidement organisée et a commencé son service à sept heures du soir. La plus grande tranquillité règne dans la ville. La députation du conseil communal de Cologne a été reçue par le roi, le 18 mars, en présence du prince de Prusse. Le roi a répondu, entre autres, qu'il voulait se mettre à la tête du mouvement en Allemagne, et accorder à l'intérieur la liberté nécessaire. Sa Majesté ayant manifesté l'intention d'ouvrir un congrès à Posdam, la députation lui fit remarquer qu'il n'y avait de salut pour l'Allemagne que si le congrès, entouré de représentants de la nation, se tenait à Francfort-sur-le-Main, afin d'éviter tout soupçon de tendance réactionnaire. On représenta de nouveau à Sa Majesté combien il importait que la députation retournât dans les provinces du Rhin avec une réponse catégorique : que des demi-mesures ne peuvent tranquilliser le peuple. Le roi pria la députation de retarder son départ de trois heures, qu'il lui enverrait la proclamation par laquelle tout serait accordé. M. de Wittgenstein ayant fait remarquer que le salut de l'Allemagne dépendait peut-être de ce que l'on arrêterait dans cette heure, Sa Majesté s'éloigna. A deux heures après midi, la députation reçut la proclamation par le premier président. Le drapeau de la confédération a été arboré à la tour de la cathédrale. Il paraît décidé que M. le baron d'Arnim doit retourner à son poste à Paris.

Frankfort, 20 mars. — On va bientôt faire paraître les actes et les délibérations de la diète germanique ; on verra alors quels sont les princes qui ont le plus retardé le développement des choses en Allemagne. Maintenant les séances sont publiques, et il ne sera plus permis d'interrompre et de faire taire les orateurs comme les divers présidents nommés par l'Autriche ont constamment eu l'habitude de le faire.

On mande de Vienne que l'archiduc François-Charles est proclamé co-régent de l'empereur.

Le gouvernement de Nassau a mis le séquestre sur le Johannisberg, propriété de Metternich. Les caves sont sous scellés. Depuis trente-trois ans l'ex-ministre n'avait pas payé d'impôts. Le fisc donne ce retard comme motif de la séquestration.

Vienne, 17 mars. — Les choses vont à merveille ; l'empereur est très-bien reçu par le peuple lorsqu'il se montre dans les rues ou sur le balcon du château. L'archiducesse Sophie, femme de François-Charles, héritier présomptif de la couronne, faisait depuis longtemps des efforts pour éloigner Metternich du conseil, mais en vain. Le prince avait toujours su l'écarter et le traitait avec sa morgue ordinaire. Les jésuites qui ont fait tant de mal au peuple seront probablement renvoyés.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CABAGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.